

RÉVOLUTION PÉTROLIÈRE
ALCOI 1873-2023

En juillet 1873, à Alcoy, une manifestation pacifique d'ouvriers fut dispersée à coups de fusil par les gardes. Les manifestants affrontèrent l'agression et prirent l'initiative. L'insurrection entra dans l'histoire sous le nom de révolution pétrolière : le soulèvement ouvrier le plus important du XIXe siècle.

L'industrie arriva bientôt à Alcoy. Et avec les usines, beaucoup d'argent, beaucoup, pour les propriétaires qui se sont empressés de construire de très somptueux édifices seigneuriaux. Mais beaucoup de nos arrière-grands-parents vivaient dans la misère. Les ouvriers travaillaient 10, 12 et jusqu'à 18 heures par jour pour 2 pesetas à l'époque ; les femmes faisaient la même journée mais gagnaient la moitié et leurs enfants, dès l'âge de 6 ans, la moitié de la moitié. Ils vivaient en masse, affamés et contractaient fréquemment des maladies infectieuses. Un enfant sur trois mourait avant l'âge d'un an.



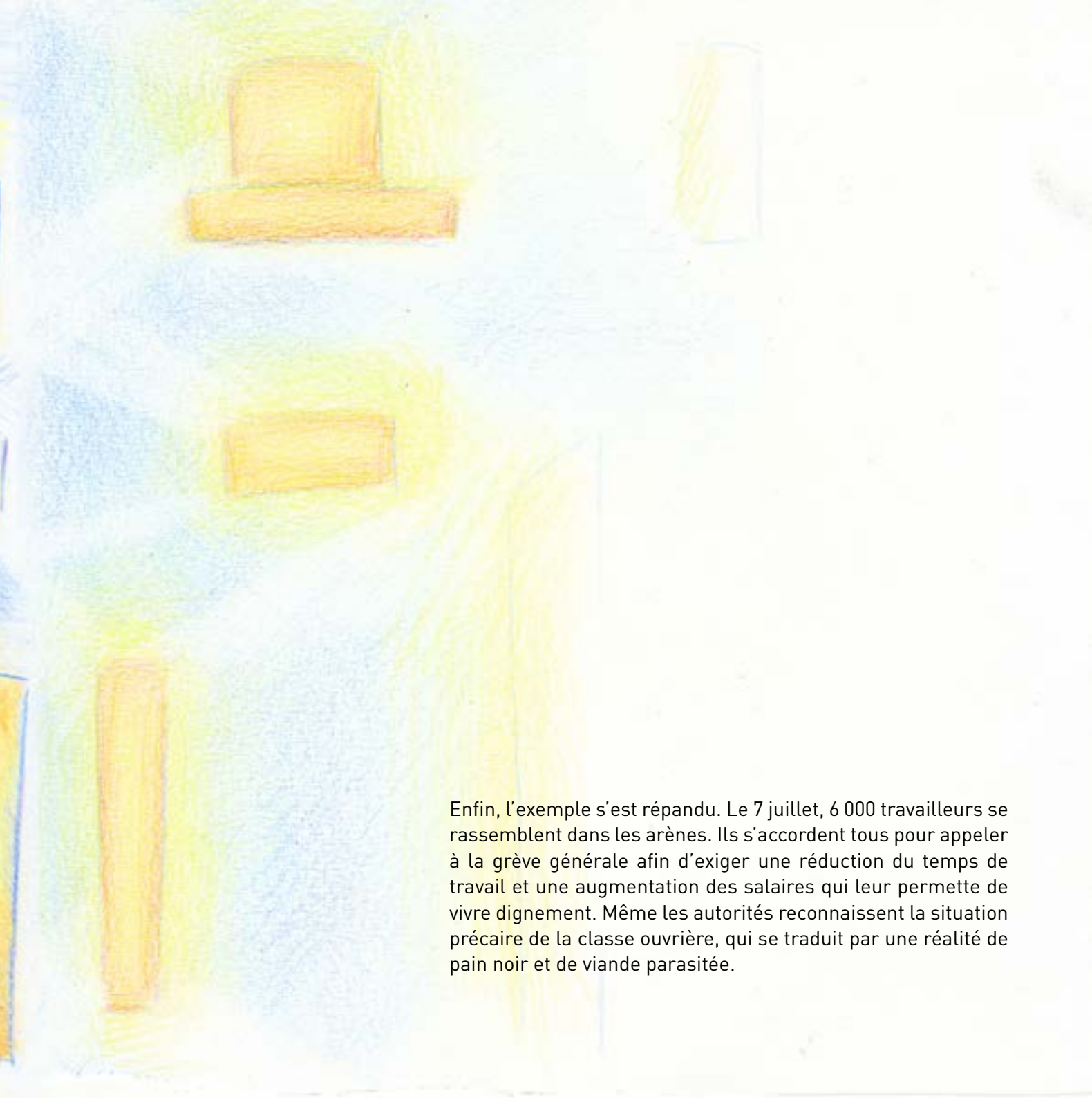


C'était une situation courante dans de nombreuses villes. C'est pourquoi des travailleurs de toute l'Europe organisèrent, il y a 150 ans, l'Association internationale des travailleurs (AIT). Ils réclamaient une vie digne, sans maîtres ni dieux. L'Internationale atterrit durement en Espagne. En janvier 1873, on installe la centrale dans notre ville, qui se caractérise par son mouvement ouvrier militant : des femmes et des hommes prêts à tout, car ils n'avaient rien à perdre.

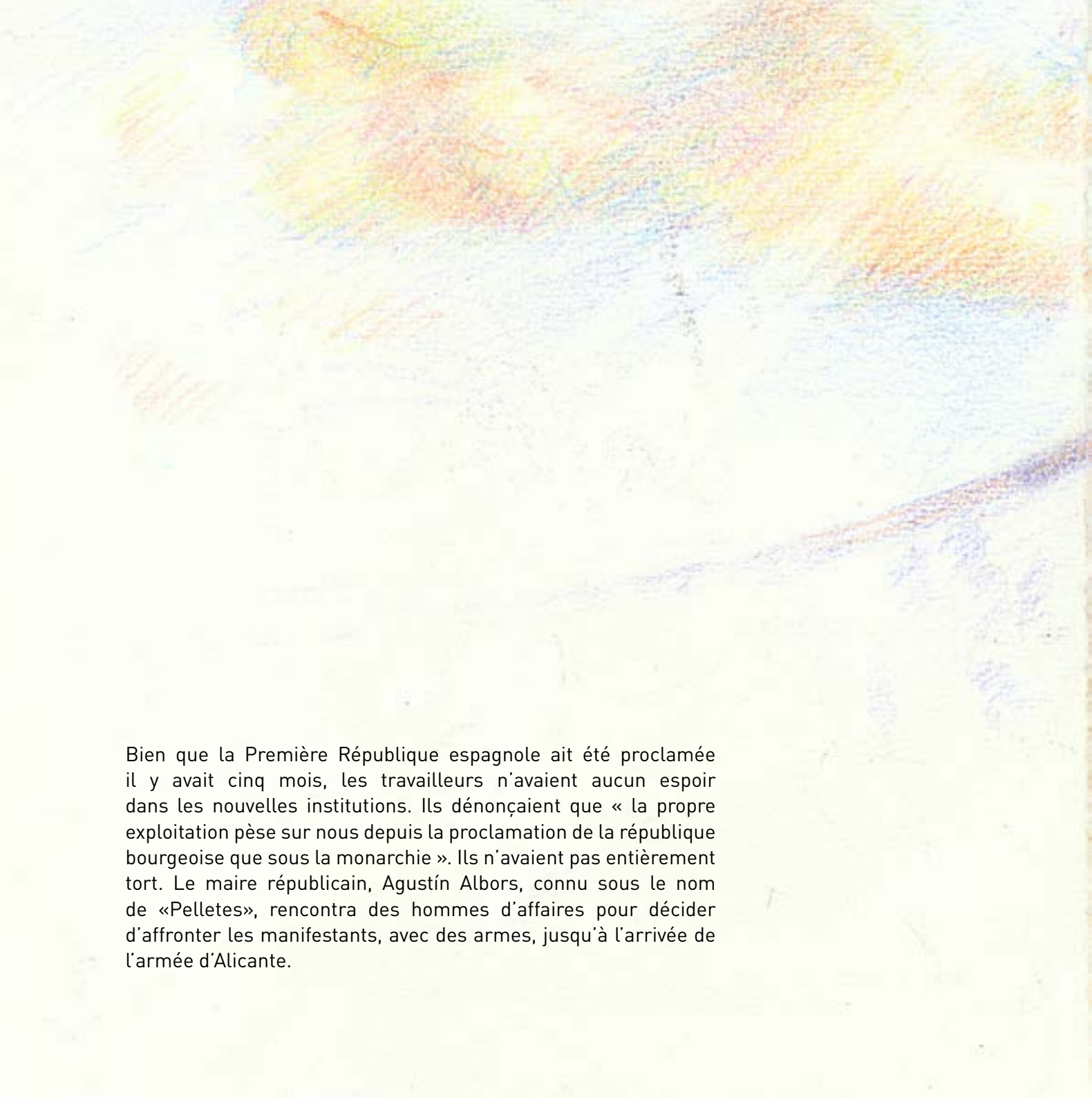


Dans les Algars, entre Alcoy et Cocentaina, le conflit éclata. Les ouvriers d'une papeterie réclamaient une augmentation de salaire et une réduction de la journée de travail. Mais le propriétaire, Facundo Vitoria, n'accepta pas les demandes. Au lieu de cela, il essaya d'embaucher des briseurs de grève et même de sous-traiter la production à la concurrence. Les internationalistes bien organisés l'empêchèrent. La grève dura quatre mois, car l'employeur préféra fermer l'usine plutôt que d'accorder des améliorations. Pendant tout ce temps, ils ont survécu grâce à la solidarité du reste des travailleurs de la région.





Enfin, l'exemple s'est répandu. Le 7 juillet, 6 000 travailleurs se rassemblent dans les arènes. Ils s'accordent tous pour appeler à la grève générale afin d'exiger une réduction du temps de travail et une augmentation des salaires qui leur permette de vivre dignement. Même les autorités reconnaissent la situation précaire de la classe ouvrière, qui se traduit par une réalité de pain noir et de viande parasitée.



Bien que la Première République espagnole ait été proclamée il y avait cinq mois, les travailleurs n'avaient aucun espoir dans les nouvelles institutions. Ils dénonçaient que « la propre exploitation pèse sur nous depuis la proclamation de la république bourgeoise que sous la monarchie ». Ils n'avaient pas entièrement tort. Le maire républicain, Agustín Albors, connu sous le nom de «Pelletes», rencontra des hommes d'affaires pour décider d'affronter les manifestants, avec des armes, jusqu'à l'arrivée de l'armée d'Alicante.




Malgré la menace de répression, la grève fut un succès. En deux jours, ils visitèrent des usines de toute la région pour rejoindre la cause. L'après-midi du 9 juillet, ils étaient déjà plus de 10 000 et ils se rendirent à la mairie. À ce moment-là, ils exigeaient non seulement des améliorations de l'emploi, mais aussi la démission du maire et des conseillers et leur remplacement par un comité de travailleurs.





Le maire sortit sur le balcon et tira, c'était le signal, les gardes tirèrent sur les manifestants depuis le clocher. Deux personnes furent tuées et certaines furent blessées. Comme dit l'historien britannique Gerald Brenan des années plus tard, « Pour la première fois, un groupe qui ne faisait pas partie de l'église, ni de l'armée, ni de la classe moyenne, s'était manifesté comme révolutionnaire. » La révolution pétrolière commença alors.



Ils
dressèrent des
barricades, prirent d'assaut
les maisons des messieurs à la
recherche d'armes et retinrent des
otages. Le combat dura plus de vingt
heures. Ils ne violèrent pas les religieuses,
ni décapitèrent les gardes civils, ni pendirent
les aumôniers aux réverbères, ni mangèrent
les oreilles de Pelletes frites, comme ils nous
l'ont fait croire. 16 personnes furent tuées dans
l'affrontement. Comme l'expliqua le président
du gouvernement, Pi i Margall : « il y a eu
de la lutte, les passions se sont durcies
et des excès ont été commis, mais
pas tant que ça ». Le dernier à
tomber fut le maire,

Indicaciones de servicio

TELEGRAMA

Número 47

Recibido de Alcoy

núm.

Sr. D. Agustín Albers

El Oficial

Garret R.

EXCELENTÍSIMO AYUNTAMIENTO
ALCALDIA
ALCOY

Para Gobernador Militar de Agustín Albers Núm. 356 Depositado 8/11/1873


Mandas tropas urgentemente. Revuelta obrera.

Peligro inminente

Dans la nuit du 10, l'armée attendait déjà aux portes de la ville. Les insurgés négociaient leur reddition en échange d'éviter les représailles, et la bourgeoisie accepta. Le général Velarde entra paisiblement dans la ville et télégraphia au gouvernement de Madrid : « On attend un bon résultat. Depuis hier, tranquillité totale ». A tel point que les soldats quittèrent Alcoy le lendemain, car ils devaient faire face à l'insurrection cantonale de Carthagène.

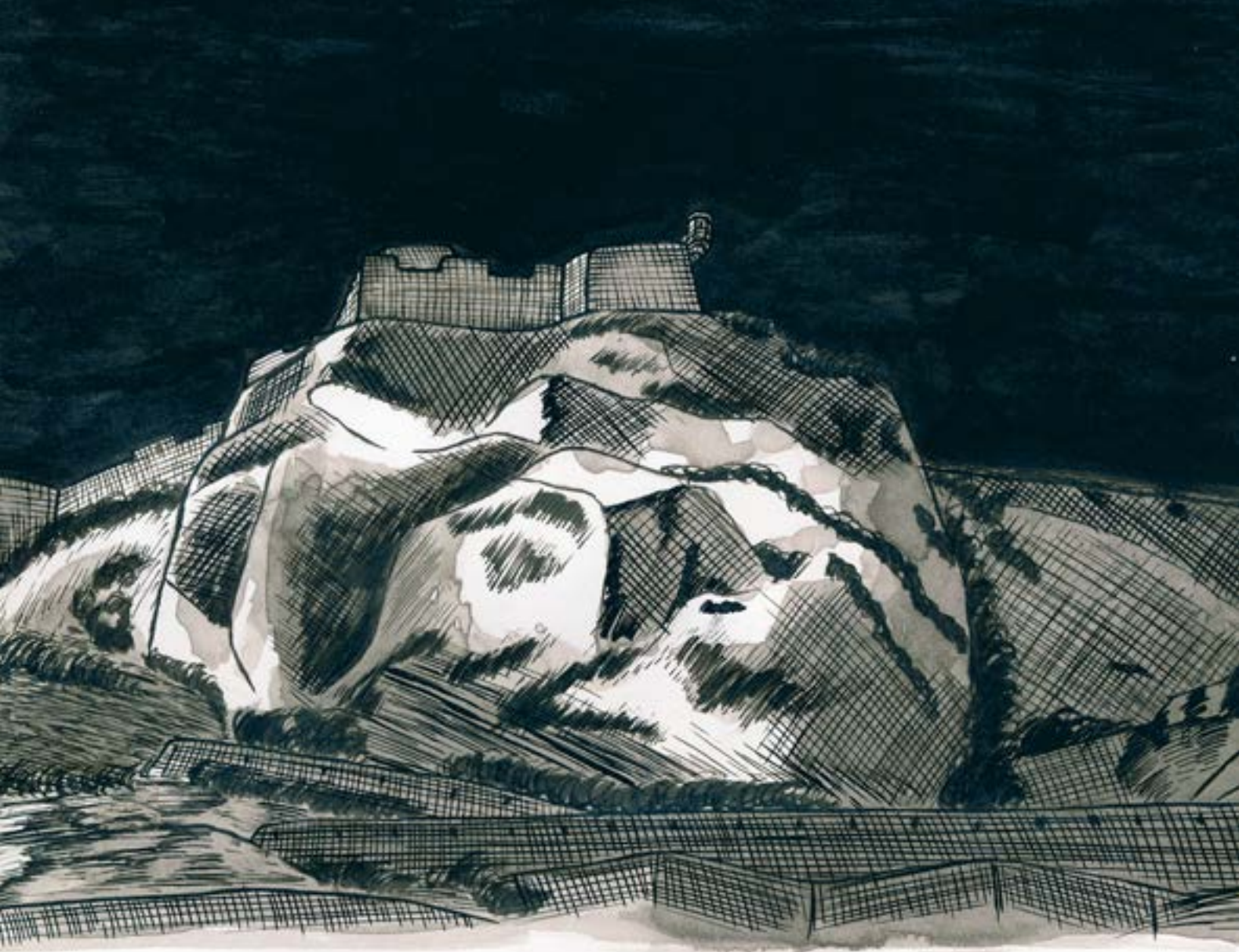


De juillet à octobre, les internationalistes participèrent à la reconstruction des bâtiments touchés, renforcèrent leurs défenses contre la menace carliste et négocièrent des améliorations salariales et de main-d'œuvre. Mais enfin vint la revanche de la bourgeoisie, soigneusement planifiée. Le président Castelar envoya l'armée et la garde civile dans la ville et la persécution commença. Des centaines de travailleurs furent détenus et plus de 700 furent accusés de sédition.

A dark, expressive painting featuring several hands bound together by thick, white, braided rope. The hands are rendered in shades of brown and tan, with visible textures and shadows. The background is a deep, textured black, with some lighter, brushy areas around the edges. The overall mood is somber and oppressive.

Pendant la nuit et noués avec une corde, ils furent transférés à pied au château d'Alicante. Un calvaire les attendait. Au total, 289 subirent des années de prison dans des conditions inhumaines et le processus judiciaire fut une absurdité.

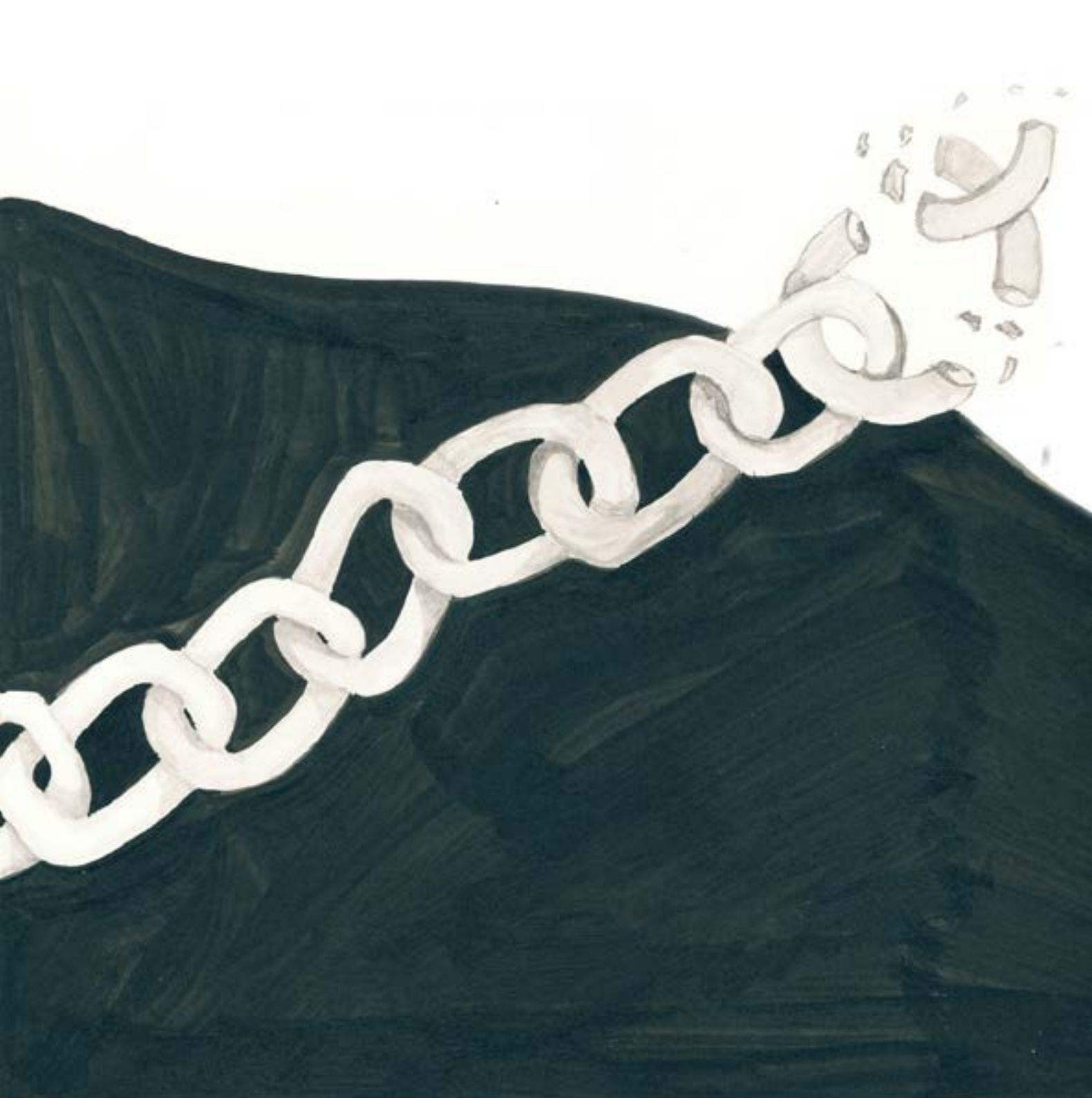
Des familles entières, avec leurs enfants, souffrirent de la faim et de la maladie dans le château de Santa Bàrbara.



Sans assistance juridique et emprisonnés sans preuve pour des accusations anonymes, certains restèrent derrière les barreaux pendant des années pour avoir prétendument participé à de petits vols ; porter la jupe tachée d'huile ; pour avoir collaboré à une tentative de fusillade ou, simplement, pour sa mauvaise conduite, attestée par les propriétaires des usines ou par les nouvelles autorités réinstaurées en fonction. L'amnistie décrétée en 1876 par le roi restauré pardonna les carlistes et les républicains intransigeants, mais il n'y aurait pas de pardon pour les ouvriers.

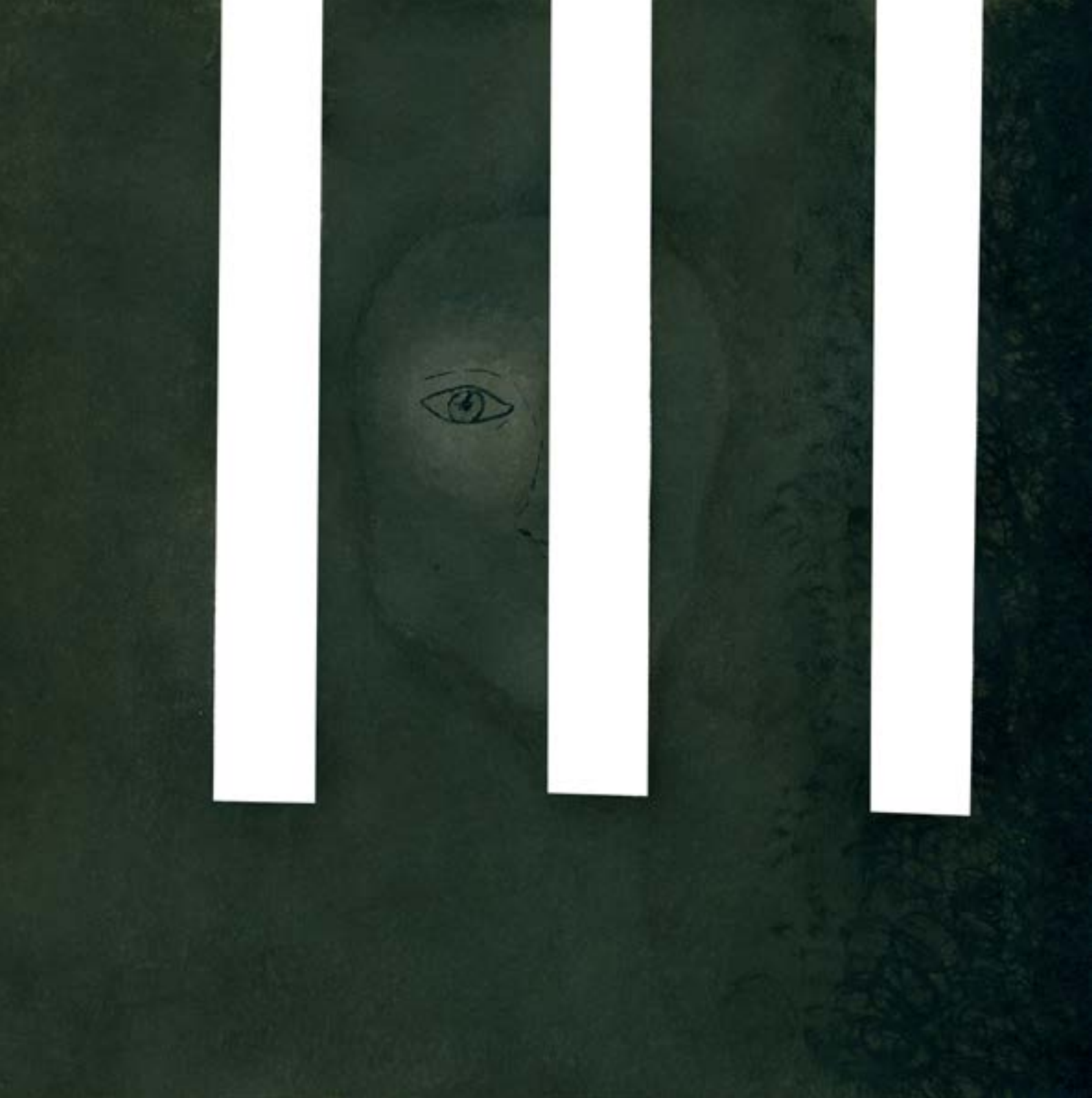


La répression ne s'arrêta pas là. Les propriétaires des usines en profitèrent pour réduire les salaires. De plus, les familles devaient s'occuper de l'entretien des prisonniers. En effet, 30 ans plus tard de Banyeres, Alfafara et Agres étaient toujours endettés. Dans la presse ouvrière de l'époque on pouvait lire que « les ouvriers des ateliers marchent la tête touchant le sol et sans oser soulever la poussière qui puisse offenser les propriétaires ». Cependant, le gouvernement construisit la caserne d'infanterie d'Alçamora à Alcoy pour que l'armée contrôle les futures émeutes.



En 1887, quatorze ans après les événements, le énième juge chargé de l'affaire acquitta les derniers accusés. Il n'y avait aucune preuve pour continuer la farce. Les six derniers malheureux sortirent de prison. D'autres n'eurent pas cette chance, au moins une vingtaine, moururent derrière les barreaux.





Le mouvement ouvrier anarchiste naissant subit un coup dur et pas seulement à Alcoy. L'AIT fut interdite en 1874, les internationalistes furent persécutés et emprisonnés, et 2 000 furent déportés vers les Philippines et les îles Mariannes, où beaucoup moururent de faim et de maladie. Mais comme ils le dirent, « s'ils n'étaient pas autorisés à se rencontrer au soleil, ils continueraient à le faire à l'ombre ». La Fédération espagnole vivra dans la clandestinité, mais renaîtra plus forte des années plus tard. Soixante mille membres dans toute l'Espagne et une bonne poignée dans notre ville qui deviendra à nouveau la capitale de l'internationalisme. L'histoire de la lutte des classes continue...



Illustrations:

Carlos Blanes
Verónica Calatayud
Katherina García
María Gisbert
Jennifer Juan
Elsa Martí
Esther Miranda
Sonia Modesto
Paula Ripoll
Ana Rubio
Cristina Torres
Pablo Requena
Nicolás Beneito
Iván Hervás
Karla Linares
Blanca Lozano
Pau Moncho
Douae Jebbour

Conception et mise en page:

Celia Bernabeu
David Carbonell
Priscila Rade

Gestion de projet:

Carmen Calabuig
Diego Fernández
Imma Bononad

Traduction de textes:

Carolina Martínez

